

La France, l'Allemagne 20 ans après.

Par Gilles Savary, dimanche 3 octobre 2010

Il y a tout juste 20 ans l'Allemagne se réunifiait après avoir abattu le mur de la honte le 9 novembre 1989.

On a beaucoup reproché à l'époque à François Mitterrand d'avoir paru désemparé face à cet événement autoproclamé par les Allemands eux même le 23 août de la même année. Son sens de l'histoire et sa vista politique ont, en effet, semblé lui manquer face à l'exultation populaire et à la jouissance américaine d'avoir triomphé du communisme !

Sans doute en concevait-il la fatalité, mais elle semblait le pétrifier...lui qui avait été un si fervent artisan de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne, lui dont le discours au Bundestag en 1983 avait ému le Monde....De cet imprévisible moment de flottement, François Mitterrand s'expliquera, à la fin de sa vie, dans un livre qui pesait son poids de remords et de justification.

Oui, "l'homme du passé", épinglé en ces termes par la presse de l'époque, redoutait intimement le retour de la "grande Allemagne". Il trouva en Helmut Kohl un partenaire de son altitude, pour l'apaiser. L'Allemagne acceptait de reconnaître une fois pour toutes la frontière Oder- Neisse avec la Pologne, et surtout acceptait d'asservir tout regain de nationalisme à la disparition du mark, par la création de l'euro.

Vingt ans après, une petite musique française accrédite l'idée que l'Allemagne redeviendrait un problème européen.

C'est vrai que l'Allemagne d'aujourd'hui redresse la tête et assume un retour de sentiment souverain auquel elle avait renoncé par la force des choses et par la douloureuse et muette contrition de la génération allemande de l'interminable après-guerre. C'est vrai qu'elle entend clore l'ère des sacrifices, du renoncement à l'indépendance et à l'existence diplomatique et politique, du financement sans plainte de la PAC française et de la communauté européenne, de la "digestion" de l'Allemagne de l'est, des efforts de compétitivité unilatéraux, de l'escompte des économies européennes d'endettement. Mais cette Allemagne là, habitée jusqu'à l'obsession de la crainte du déclin économique face à la mondialisation et aux pays émergents, n'est en aucun cas la préfiguration de la vieille Allemagne nationaliste.

En ayant choisi l'OTAN elle se défie de toute tentation néo militariste. Elle veille scrupuleusement à ne connoter aucun nationalisme, elle est hyper sensible à toute connotation raciale comme l'a vérifié vertement à ses dépens Nicolas Sarkozy sur l'affaire des Roms. 20 après, le seul reproche que puisse lui faire la France, c'est d'avoir pris insensiblement et sans jamais le revendiquer le leadership économique européen et de considérer que les Chinois ne lui laissent pas le loisir de l'asservir à l'immobilisme pesant et coûteux de ses partenaires européens.

Face aux lamentations pétrifiées d'un pays comme la France, l'Allemagne n'est plus disposée à lui transfuser indéfiniment les dividendes de ses efforts et de ses réformes douloureuses. En d'autres termes, vue d'Allemagne, c'est l'Europe des déficits et des anesthésiants budgétaires qui est le problème, elle qui a su les contenir en digérant le considérable écart de développement et de compétitivité initiale avec l'Allemagne de l'est. Les Français seraient bien avisés de le comprendre et de considérer que la nouvelle Allemagne n'est pas tant en recherche de domination européenne que de sursaut face à la Chine. Du coup, elle a choisi un modèle de développement orienté vers l'industrie et l'exportation qui devrait lui permettre de toucher les dividendes de la prodigieuse croissance des émergents.

Non pas qu'elle rechigne à l'Europe qui reste pour elle une assurance anti-nationaliste, mais elle voudrait lui faire partager sa croisade anti déclin. A défaut, il est vrai qu'elle est devenue plus intergouvernementale que communautaire afin de conjurer la contamination du déclin européen.

Cela veut dire que les Européens devront peu ou prou lui emboiter le pas, ou au contraire s'exposer à un double risque :

- Le risque que ses entreprises "colonisent" irrésistiblement le marché intérieur européen.
- Le risque que l'écart de performances et de richesse entre l'Allemagne dopée par son orientation à l'export vers les émergents, et les autres européens, ne se creuse jusqu'à la rupture. Mais peut-on reprocher à un pays de la vieille Europe de tenter de se sauver envers et contre tous ? S'il y a un problème allemand aujourd'hui, c'est notre risque d'être largués.